

ENGLISH VERSION BELOW



## Règlement de l'appel à projets « Sport et Santé »

### ARTICLE 1 – OBJET

Face à la pandémie de Covid-19 qui sévit dans le monde, l'Agence française de développement (AFD) et la FIFA ont souhaité s'associer pour lancer un appel à projets spécifique dédié au financement d'initiatives sur la thématique « Sport et Santé » en Afrique. Une attention sera portée aux projets de football compte tenu de l'implication de la FIFA dans cet appel à projets.

L'AFD a souhaité confier la gestion de cet appel à projets à la plateforme Sport en Commun gérée par SPORT IMPACT et au programme Sport & Développement géré par LA GUILDE.

La plateforme Sport en Commun et le programme Sport & Développement, soutenus par l'AFD, ont pour objectif d'accompagner et de financer des initiatives sportives en Afrique en vue de l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD).

### ARTICLE 2 – DÉPÔT DES DOSSIERS

L'appel à projets « Sport et Santé » se déroulera en deux phases :

- Phase 1 : Procédure de demande d'éligibilité
- Phase 2 : Procédure de demande de financement

Chaque structure candidate ne peut déposer qu'une seule demande de financement à l'appel à projets « Sport et Santé ». Le dépôt d'un projet entraîne obligatoirement l'acceptation du présent règlement.

#### Phase 1 – Demande d'éligibilité

Toute structure qui souhaite postuler doit dans un premier temps s'inscrire sur la plateforme Sport en Commun [www.sportencommun.org](http://www.sportencommun.org) et y remplir le formulaire de demande d'éligibilité **au plus tard le jeudi 10 septembre 2020, minuit (CET)**.

Les candidatures présélectionnées par les équipes de Sport en Commun et de Sport & Développement durant la Phase 1 pourront accéder à la Phase 2 de l'appel à projets.

#### Phase 2 – Demande de financement

Aucune candidature ne pourra être admise en Phase 2 sans avoir été au préalable présélectionnée durant la Phase 1 de l'appel à projets.

Les demandes de financement complètes seront à déposer sur la plateforme de dépôt de dossiers de LA GUILDE Sport & Développement : [www.portailsolidaire.org](http://www.portailsolidaire.org) dès notification par les équipes de Sport en Commun de l'admission à la Phase 2 de l'appel à projets.

La date de clôture du dépôt des demandes de financement est fixée au **lundi 12 octobre 2020, minuit (CET)**.

L'annonce des résultats sera effectuée au plus tard le **lundi 30 novembre 2020**.

### **ARTICLE 3 – CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DES STRUCTURES**

Les associations et fondations françaises de plus de 2 ans d'existence et les structures africaines de plus de 2 ans d'existence (associations, fondations, collectivités territoriales, entreprises, clubs sportifs, fédérations, GIE / GIC, Comités Nationaux Olympiques, coopératives, structures étatiques, structures publiques, autres groupements déclarés) peuvent s'inscrire et remplir le formulaire de demande d'éligibilité sur la plateforme Sport en Commun : [www.sportencommun.org](http://www.sportencommun.org)

La structure française ou africaine ne doit pas avoir des ressources annuelles supérieures à **500 000 €**, selon les derniers comptes annuels approuvés. Les associations ou fondations françaises doivent porter le projet en partenariat avec un partenaire local pour la gestion du projet.

### **ARTICLE 4 – CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DU PROJET**

Le projet doit avoir lieu en Afrique dans un pays éligible au Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). La liste régulièrement mise à jour est disponible sur ce lien : <http://www.oecd.org/fr/cad/stats/listecad.htm>.

Le projet doit avoir une durée de mise en œuvre comprise entre 1 an minimum et 3 ans maximum (phases de suivi et d'évaluation incluses) et doit identifier des pistes concrètes d'autonomisation.

Le projet doit concerner la thématique du sport comme outil de santé (prévention, sensibilisation, outils de communication, actions, sur les thématiques de nutrition, santé mentale, maladies chroniques, hygiène, accès aux soins, éducation sexuelle, épidémies et pandémies, lutte contre les pratiques néfastes, handicap, seniors, etc.) et doit respecter la législation en vigueur sur la thématique dans le pays.

#### **Ne sont pas éligibles, les projets :**

- situés dans des zones classées rouges par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) ;
- ponctuels sans pérennité ;
- d'urgence, de post-crise immédiate, les chantiers de jeunes, les études de faisabilité (missions exploratoires), les actions individuelles, les frais liés au volontariat ;
- de micro-finance, micro-crédit, micro-épargne, et les projets de financement en cascade ;
- ayant trait uniquement au transport de matériel (l'achat local et le développement du commerce local sont privilégiés sauf impossibilité) ;
- ayant trait uniquement à des évaluations terrain ;
- ayant un co-financement acquis relevant soit du Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) (par exemple : JSI/VVSI, Ambassades de France, etc.) soit de l'Agence française de développement (exemple : PRA/OSIM du FORIM, Programme des Petites Initiatives de l'UICN, Fonds Français pour l'Environnement Mondial, etc.). Cette liste est non exhaustive.

#### **Les projets doivent intégrer les critères traditionnels de l'aide au développement :**

- articulation du projet dans son contexte social, environnemental, institutionnel et pertinence vis-à-vis des politiques publiques, plans et orientations de développement national, régional ou local ;
- cohérence avec les dispositifs publics et privés en place ;
- accord émanant des autorités locales ou nationales souhaité ;
- pérennité du projet : capacité de gestion et équilibre économique à terme (couverture des coûts d'exploitation et maintenance), une fois achevée la phase d'investissement ;
- implication des bénéficiaires : participation des bénéficiaires à la conception et à la gestion du projet et appropriation des résultats par la communauté locale ;

- impacts du projet : explications des impacts du projet quant à la thématique de la santé en Afrique ;
- indicateurs de résultat : capacité à mesurer les impacts à court et long terme du projet ;
- l'aspect innovant ou répliquable du projet (en terme de technologies appropriées, de participation du secteur privé local, de participation des bénéficiaires, de gestion des risques, etc.) seront des points d'attention.

**Les projets doivent également s'assurer de :**

- la prise en compte de manière transversale du genre, de la jeunesse et de l'environnement ;
- la mobilisation citoyenne dans le pays ciblé.

**ARTICLE 5 – BUDGET**

L'appel à projets « Sport et Santé » peut financer des initiatives entre **20 000 € et 40 000 €**. Toute demande formulée en dehors de cette limite sera considérée comme non éligible. Le montant sollicité doit représenter au maximum 75 % des dépenses éligibles du budget prévisionnel hors valorisations (sans contraintes sur l'origine des 25 % restants à l'exception des fonds AFD et MEAE).

Le budget prévisionnel doit séparer les valorisations de la partie monétaire du budget. La mobilisation de bénévoles ou les dons en nature doivent donc être mentionnés dans la partie « Valorisations ». Les frais de fonctionnement peuvent être couverts par les fonds de l'appel à projets « Sport et Santé » si leur prise en charge future est prévue par le projet.

Les dépenses présentées doivent être pour l'essentiel des dépenses à venir, la subvention de l'appel à projets « Sport et Santé » n'étant pas rétroactive. Les co-financements acquis et en cours d'acquisition doivent être justifiés et joints à la demande de financement (attestation, lettre ou e-mail).

**ARTICLE 6 – SÉLECTION DES DOSSIERS**

Durant la Phase 1, les candidats sont invités à s'inscrire sur la plateforme Sport en Commun puis à y remplir le formulaire de demande d'éligibilité.

Durant la Phase 2, les candidats présélectionnés pourront déposer leur demande de financement sur la plateforme de dépôt de dossiers de LA GUILDE Sport & Développement : [www.portailsolidaire.org](http://www.portailsolidaire.org). Ces demandes de financement seront instruites par les experts du programme ainsi que par des experts externes.

Une session « live » sur les réseaux sociaux organisée au cours du mois d'octobre 2020 pourra permettre aux candidats de mettre en avant leur projet en amont du comité final.

Le comité final de l'appel à projets « Sport et Santé » composé des équipes de Sport en Commun, de Sport & Développement, de la FIFA et de l'Agence française de développement se tiendra au cours du mois de **novembre 2020** pour une annonce des lauréats au plus tard le 30 novembre 2020.

Chaque structure éligible à la Phase 2 de l'appel à projets recevra un avis personnalisé à l'issue du comité final. Les projets non retenus par le comité final pourront bénéficier d'un appui en recherche de financement offert par la plateforme Sport en Commun sur une période maximale de 6 mois.

Une attention particulière sera apportée aux structures qui injectent des fonds propres dans leur projet dans lequel une fédération sportive s'implique financièrement.

## **ARTICLE 7 – VERSEMENT DES FONDS**

La notification s'effectuera par e-mail à l'issue du comité final du jury. Un Avis de Non-Objection (ANO) relatif à certaines dispositions légales sera nécessaire pour débloquer les fonds de l'appel à projets « Sport et Santé ».

La structure disposera d'un an à partir de la date du comité final de l'appel à projets « Sport et Santé » pour demander le déblocage des deux tiers de la subvention. Ce premier versement s'effectuera par virement suite à l'envoi de la lettre de demande de déblocage.

Le solde sera versé dans les conditions précisées à l'article 9 du présent règlement.

## **ARTICLE 8 – MISE EN ŒUVRE DU PROJET**

Les structures lauréates s'engagent à utiliser la contribution financière de l'appel à projets « Sport et Santé » conformément à la demande narrative et financière acceptée.

Toute modification importante touchant aux objectifs, partenaires, activités, calendrier ou budget d'un projet lauréat doit obligatoirement être signalée et validée par le programme Sport & Développement de LA GUILDE avant d'être effectuée. Le non-respect de cette clause ou la non-réalisation partielle ou complète du projet pourra entraîner la réaffectation des financements accordés ou la demande de remboursement intégral ou partiel des sommes déjà versées.

## **ARTICLE 9 – SUIVI DES PROJETS ET COMPTE-RENDU**

La remise de rapports intermédiaires est obligatoire pour les projets d'une durée de plus d'un an.

La structure dispose d'un délai maximum de 2 mois après chaque année de réalisation du projet pour déposer le rapport intermédiaire. Celui-ci doit présenter les avancées du projet, les difficultés rencontrées et les modifications éventuelles, et doit faire un état des lieux des dépenses réalisées.

La remise du rapport final, selon un canevas disponible est obligatoire à la fin du projet réalisé par chaque structure lauréate. La validation de ce bilan par le programme Sport & Développement de LA GUILDE donne accès au versement du tiers restant de la subvention. La structure dispose d'un délai maximum de 6 mois à l'issue de la date de fin de réalisation du projet pour déposer le rapport final suivant le modèle de Sport & Développement. Tout dépassement de ce délai, sauf cas exceptionnel dûment justifié, entraînera le non-versement du dernier tiers de la subvention.

La part de la subvention accordée par Sport & Développement ne pourra en aucun cas excéder 75 % des dépenses éligibles réalisées par la structure.

## **ARTICLE 10 – OBLIGATIONS DES LAURÉATS**

Les structures admises à la Phase 2 de l'appel à projets autorisent la publication et l'utilisation par Sport en Commun et Sport & Développement de leur nom, des informations relatives au projet financé, des rapports intermédiaires et finaux, des photos, des vidéos et renoncent à la perception de tout droit ou indemnité à ce titre. Les structures admises à la Phase 2 de l'appel à projets doivent faire apparaître le logo de Sport en Commun, Sport & Développement, AFD et FIFA (pour les projets football) sur les supports de communication et citer l'appel à projets « Sport et Santé ».

Les structures lauréates doivent par ailleurs faciliter les suivis et évaluations par Sport en Commun et Sport & Développement de leur projet sur le terrain en mettant à disposition les documents et renseignements utiles.

## **ARTICLE 11 – ASSURANCE DES LAURÉATS**

### **Non-recours en cas d'accident**

Les structures lauréates, seules responsables de leur projet et couvertes par les assurances nécessaires, dégagent SPORT IMPACT et LA GUILDE de toute responsabilité et s'interdisent d'exercer un quelconque recours à son encontre.

### **Assistance**

Les structures lauréates se rendant sur le terrain doivent impérativement prendre connaissance des conditions de sécurité stipulées par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ([www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs)). Les ressortissants français doivent obligatoirement se signaler auprès de l'Ambassade de France sur place et par le site internet Ariane. Les ressortissants français se rendant sur le terrain devront être couverts par un contrat d'assistance-rapatriement. L'attestation pourra en être exigée.



## Rules of procedure of the call for “Sport and Health” projects

### ARTICLE 1 – PURPOSE

In response to the global Covid-19 pandemic, the Agence Française de Développement (AFD) and FIFA have decided to join forces to launch a call for projects specifically aimed at financing “Sport and Health” themed initiatives in Africa. Attention will be paid to football projects in view of FIFA’s involvement in this call for projects.

AFD has entrusted the management of this call for projects to the Sport en Commun (Sport in Common) platform managed by SPORT IMPACT and the Sport & Development programme managed by LA GUILDE (hereinafter, the European Guild).

The Sport en Commun platform and the Sport & Development programme, both supported by AFD, aim to provide support and financing for sports initiatives in Africa with a view to achieving the Sustainable Development Goals (SDGs).

### ARTICLE 2 – SUBMISSION OF PROPOSALS

The call for “Sport and Health” projects will follow a two-stage process:

- Stage 1: Eligibility
- Stage 2: Applications for funding

Candidate organisations may only present one application for funding to the call for “Sport and Health” projects. Submitting a project necessarily implies acceptance of these rules of procedure.

#### Stage 1 – Eligibility

Any organisation that wishes to apply must first register on the Sport en Commun platform ([www.sportencommun.org](http://www.sportencommun.org)) and complete the eligibility form **by midnight (CET) on Thursday, 10 September 2020**.

Applications pre-selected by the Sport en Commun and Sport & Development teams during Stage 1 will proceed to Stage 2 of the call for projects.

#### Stage 2 – Applications for funding

No application will be able to proceed to Stage 2 without having been pre-selected during Stage 1 of the call for projects.

Completed applications for funding must be submitted via the European Guild’s Sport & Development proposal platform ([www.portailsolidaire.org](http://www.portailsolidaire.org)) as soon as notification of admission to Stage 2 of the call for projects is received from the Sport en Commun teams.

The closing date for submitting applications for funding is **midnight (CET) on Monday, 12 October 2020**.

The results will be announced by **Monday, 30 November 2020** at the latest.

### **ARTICLE 3 – ORGANISATION ELIGIBILITY CRITERIA**

French associations and foundations and African organisations (associations, foundations, local and regional authorities, companies, sports clubs, federations, economic and community interest groups, National Olympic Committees, cooperatives, government structures, public bodies, other registered groups), which must have been operating for at least two years, may register and complete the eligibility form on the Sport en Commun platform: [www.sportencommun.org](http://www.sportencommun.org).

The annual resources of the French or African organisation must not exceed **€500,000**, according to the latest approved annual accounts. French associations and foundations must carry out the project in cooperation with a local project management partner.

### **ARTICLE 4 – PROJECT ELIGIBILITY CRITERIA**

The project must be carried out in Africa in a country listed as eligible by the Development Assistance Committee (DAC) of the Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD). The list is regularly updated and is available at: <http://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/daclist.htm>.

The project must have a period of implementation of between one and three years (including the monitoring and evaluation stages) and must identify specific means for empowerment.

The project must relate to the theme of sport as a health tool (prevention, awareness-raising, communication tools or activities on the themes of nutrition, mental health, chronic diseases, hygiene, access to healthcare, sex education, epidemics and pandemics, combating harmful practices, disability, older persons, etc.) and must adhere to the legislation in force on the subject in the country.

#### **The following are not eligible:**

- Projects located in areas classified as red zones by the French Ministry for Europe and Foreign Affairs
- One-off projects with no long-term sustainability
- Emergency or immediate post-crisis projects, youth camps, feasibility studies (exploratory missions), individual actions, costs associated with voluntary work
- Microfinance, microcredit, microsavings and cascade funding projects
- Projects dealing solely with the transportation of equipment (local procurement and the development of local trade are prioritised unless there is an impossibility)
- Projects dealing solely with field assessments
- Projects in receipt of co-financing from the French Ministry for Europe and Foreign Affairs (such as through the French JSI/VVSI international solidarity schemes or through French Embassies) or from the Agence Française de Développement (AFD) (including through the FORIM PRA/OSIM international solidarity programmes, the International Union for Conservation of Nature (IUCN) Small-scale Initiatives Programme or the French Global Environment Facility). This list is not exhaustive.

#### **Projects must meet the standard criteria for development aid:**

- Interconnection with the project's social, environmental and institutional context and relevance to public policies and national, regional or local development plans and guidelines
- Alignment with existing public and private mechanisms
- Agreement from the local or national authorities is desirable
- Sustainability of the project: management capacity and economic stability in the long term (covering operating and maintenance costs), once the investment phase is over
- Involvement of the beneficiaries: participation of the beneficiaries in the design and management of the project and ownership of the results by the local community

- Project impacts: clarification of the project's impacts on the theme of health in Africa
- Outcome indicators: ability to measure the short- and long-term impacts of the project
- Attention will be placed on the innovative or replicable aspect of the project (in terms of appropriate technologies, participation of the local private sector, participation of beneficiaries, risk management, etc.)

**Projects must also ensure that:**

- Gender, youth and the environment are taken into account in a cross-cutting manner
- Citizens are mobilised in the target country

**ARTICLE 5 – BUDGET**

The call for “Sport and Health” projects can provide initiatives with funding of between **€20,000 and €40,000**. Applications for funding outside of this range will be considered as ineligible. The amount requested must represent no more than 75% of the eligible estimated budget expenditure excluding in-kind contributions (with no constraints on the source of the remaining 25% except for on AFD and French Ministry for Europe and Foreign Affairs funding).

The estimated budget must separate in-kind contributions from the monetary component of the budget. Mobilisation of volunteers or in-kind donations must be detailed in the section “In-kind contributions”. Operating costs may be covered by the funds of the call for “Sport and Health” projects if they are to be taken over by the project in the future.

The expenditures submitted must be future expenditures for the most part, as the grants of the call for “Sport and Health” projects are not retrospective. Any co-financing obtained or in the process of being obtained must be substantiated and proof must be submitted along with the application for funding (certificate, letter or e-mail).

**ARTICLE 6 – SELECTION OF PROPOSALS**

During Stage 1, candidates are invited to register on the Sport en Commun (Sport in Common) platform and to complete the eligibility form.

During Stage 2, pre-selected candidates may submit their application for funding via the European Guild's Sport & Development proposal platform ([www.portailsolidaire.org](http://www.portailsolidaire.org)). These applications for funding will be examined by both programme and external experts.

A live streaming session on social networks, which will be held in October 2020, will give candidates the opportunity to showcase their projects in advance of the Selection Committee.

The Selection Committee of the call for “Sport and Health” projects, which is composed of members of Sport en Commun, Sport & Development, FIFA and AFD, will meet in **November 2020** and the winners will be announced by 30 November 2020 at the latest.

Every organisation eligible for Stage 2 of the call for projects will receive personalised advice at the outcome of the Selection Committee. Any projects not shortlisted by the Selection Committee will qualify for support in the search for funding through the Sport en Commun platform for a maximum period of six months.

Particular attention will be paid to organisations that inject their own funds into a project in which a sports federation is financially involved.

## **ARTICLE 7 – PAYMENT OF FUNDS**

Notification will be sent by e-mail after the Selection Committee has met. A no-objection letter (NOL) relating to certain legal provisions will be necessary in order to release the funds of the call for “Sport and Health” projects.

The organisation will have one year from the date on which the Selection Committee met in order to request the release of two thirds of the grant. This first payment will be made by bank transfer subsequent to the letter requesting its release.

The balance will be paid in accordance with the conditions specified in article 9 of these rules of procedure.

## **ARTICLE 8 – PROJECT IMPLEMENTATION**

The winning organisations undertake to use the financial contribution of the call for “Sport and Health” projects in accordance with the narrative and financial application accepted.

Any major modification affecting the goals, partners, activities, schedule or budget of a winning project must be reported to and approved by the European Guild’s Sport & Development programme before it is carried out. Failure to comply with this clause or the partial or complete non-implementation of the project may lead to the reallocation of the agreed financing or to a request for the full or partial reimbursement of the sums already paid.

## **ARTICLE 9 – PROJECT FOLLOW-UP AND REPORTING**

Intermediate reports must be submitted for projects with a duration of more than one year.

The organisation has up to two months after each year of the project’s implementation to submit an intermediate report, which must detail the progress of the project, outline the difficulties encountered and any potential modifications, and provide an account of actual expenses incurred.

A final report, using a template available for the purpose, must be submitted at the end of the project implemented by each winning organisation. Validation of this report by the European Guild’s Sport & Development programme gives access to the remaining third of the grant. The organisation has up to six months after the project completion date to submit the final report using the Sport & Development template. If this deadline is not met, the last third of the grant will not be paid, except for in duly substantiated and exceptional cases.

Under no circumstances may the portion of the grant awarded by Sport & Development exceed 75% of the eligible expenditure incurred by the organisation.

## **ARTICLE 10 – OBLIGATIONS OF GRANT RECIPIENTS**

The organisations admitted to Stage 2 of the call for projects authorise Sport en Commun and Sport & Development to publish and use their name, information relating to the financed project, the intermediate and final reports, photos and videos, and waive their right to receive any payment or compensation in this regard. The organisations admitted to Stage 2 of the call for projects must ensure that the logos of Sport en Commun, Sport & Development, AFD and FIFA (for football projects) appear on communication materials and mention the call for “Sport and Health” projects.

The winning organisations must also facilitate the monitoring and evaluation of their field project by Sport en Commun and Sport & Development by making any useful documents and information available to them.

## **ARTICLE 11 – INSURANCE**

### **Waiver of recourse in case of accident**

The winning organisations, which alone are liable for their project and covered by the necessary insurance policies, release SPORT IMPACT and the European Guild from any liability and shall have no recourse against them.

### **Assistance**

Winning organisations who visit the field must familiarise themselves with the security conditions stipulated by the French Ministry for Foreign Affairs and Europe on the following website (available in French): [www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs](http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs). French nationals must report to the local French Embassy and via the Ariane website. French nationals who visit the field must be covered by a repatriation assistance policy, proof of which may be required.